



MAIRIE  
**LE VAL**  
83143

Téléphone : 04 94 37 02 20  
Télécopie : 04 94 37 02 25



2015/019

# **AUTORISATION TEMPORAIRE**

## **D'occupation du domaine public**

### **Stationnement pour travaux – chemin de Correns angle avenue du Droit de l'Homme 83143 LE VAL**

**N° 2015/19**

Le Maire de la Commune du Val ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal ;

Vu l'arrêté Municipal 2013/01 du 2 janvier 2013 réglementant la circulation dans le village ;

Vu la demande en date du 22 janvier 2015 des Eaux de Provence, domiciliée 170 ZAC Plan de Cartier 83143 LE VAL, concernant la demande de stationnement pour réalisation de travaux, chemin de Correns angle avenue du Droit de l'Homme – **83143 LE VAL**, du **28 janvier 2015 au 29 janvier 2015**.

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales.

### **ARRÊTE**

**Art. 1 :** par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise S.E.E.R.C Agence du val mandatée par la société des Eaux de Provence domiciliée 170 ZAC Plan de Cartier 83143 LE VAL est autorisée à stationner les véhicules nécessaires à la réalisation des travaux d'intervention sur voie communale pour modification du réseau d'eau potable, à hauteur Chemin de Correns et à l'angle avenue du Droit de l'Homme 83143 LE VAL, du 28 janvier au 29 janvier 2015.

**Art. 2 :** L'entreprise précitée aura à charge de mettre en place un alternat en tant que de besoin, soit par alternant manuel, soit par feux tricolores.

**Art. 3 :** Le pétitionnaire s'engage à maintenir en place une signalisation conforme à la législation et à remettre les lieux dans leur état d'origine.

**Art. 4 :** Le pétitionnaire s'engage à faciliter le passage des piétons et à n'entraver ni leur circulation, ni celle des véhicules.

**Art. 5 :** Le pétitionnaire s'engage à respecter les horaires prévus par l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

**Art. 6 :** La Gendarmerie de Brignoles et la Police Municipale sont chargées chacune en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

**Art. 7 :** Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie conformément aux lois.

**Art. 8 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et publication.

### **Copies transmises à :**

- Le Pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles.
- La Police Municipale du Val

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification  
le 26 JAN. 2015



Fait au Val, le 23 janvier 2015  
L'adjoint délégué  
Xavier GIRAUD

25